

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 29 novembre 2017

Objet n° 16 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; M. Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mmes Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, M. EL MASLOUHI Ahmed, Conseillers communaux; Mme EL KHATTABI Fatiha, Conseiller communal; M. ABSLIMOU OUADRASSI Youssef, Conseiller Communal; MM. Arnaud Verstraete, Abdelkrim Ayad, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Jean-Pierre Van Gorp, Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Lorraine de Fierlant, M. Eric Platteau, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Michel De Herde, Échevin; M. Emin Ozkara, Mmes Sophie Querton, Debora Lorenzino, M. EL MASLOUHI Ahmed, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur des emplacements de parage - Exercices 2018 à 2022 - Renouvellement et Modification - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 5 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 16 décembre 2015 votant le règlement relatif à la taxe sur des emplacements de parage pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2020 ;

Vu le Projet du Plan d'action Communal de Stationnement voté par le Conseil Communal du 23 septembre 2015 ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 de la nouvelle loi communale lequel énonce qu' : « En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire 1988, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs » ;

Considérant la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la matière visée par le règlement taxe engendre dans ses alentours immédiats une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publique de la part des services communaux ;

Considérant que la taxe sur les emplacements de parage est pertinente quant au type de redevables: à savoir les propriétaires des immeubles de plus de 10 emplacements desservant des immeubles de bureaux ou affectés à une activité commerciale, industrielle ou artisanale ou d'exploitation, qui ont un patrimoine d'une certaine ampleur et pour lesquels lesdits parkings créent un certain enrichissement ;

Considérant que le prélèvement de cette taxe aux taux proposés tient compte de la capacité contributive des contribuables ; les taux n'influencent pas de manière significative leur activité d'autant plus que, comme la plupart des taxes communales, cela est déductible à titre de charges d'exploitation ;

Considérant la nécessité de favoriser des partenariats entre la Commune et les opérateurs privés pour que soit facilitée l'utilisation des emplacements de parage pendant les heures de fermeture des établissements et ce, afin de remédier aux difficultés de stationnement dans certains quartiers schaarbeekois où l'indisponibilité en stationnement, notamment nocturne, est élevée ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures pour rendre la mutualisation de ces emplacements de parage plus attractifs, par le passage de la réduction de la taxe de 75% à 100%, ceci en compensation

du financement des investissements de gestion du parking partagé ;
Considérant que l'exonération consentie aux surfaces de parking de moins de dix emplacements se justifie puisque la capacité contributive de ces contribuables sera dès lors aussi moindre ;
Considérant que l'exonération établie au profit des surfaces de parking servant aux hôpitaux, aux cliniques, aux polycliniques et aux œuvres de bienfaisance, non utilisées dans le cadre d'activités lucratives ou commerciales, se justifie par la circonstance que l'exercice sur le territoire de la Commune des activités ainsi visées influence directement et favorablement la vie de ses habitants ; qu'il est donc justifié que par le bais de cette exonération, les autorités communales entendent soutenir ces activités ;
Considérant que les emplacements de parage servant comme stockage de véhicules non immatriculés faisant l'objet d'un permis d'urbanisme et/ou d'un permis d'environnement ou utilisés par l'occupant lui-même pour stationner ses propres véhicules utilitaires en dehors des heures normales d'ouverture ne sont pas mutualisables et qu'au vu de la politique locale poursuivie, ceux-ci ne peuvent donc pas être imposés ;
Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;
Vu, pour le surplus, les rapports des Collège des Bourgmestre et Echevins des 12 septembre et 7 novembre 2017 et le dossier administratif ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2018 à 2022, une taxe communale annuelle sur des emplacements de parage.

Sont visées :

1. les surfaces de parking affectées aux bureaux et/ou aux équipements d'intérêt collectif ou de service public ;
2. les surfaces de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou à une activité de production de services matériels ou de biens immatériels ;
3. l'exploitation commerciale d'emplacements de parage.

Article 2

§ 1 - Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par emplacement de parage : une surface délimitée destinée au stationnement d'un véhicule motorisé, située dans un espace clos ou à l'air libre, sur ou dans un bien immobilier, mise à disposition à titre gratuit ou onéreux par toute personne physique ou morale et affectée à l'accueil soit de personnes qui y travaillent quel que soit leur statut, soit de clients, soit de fournisseurs, soit de visiteurs.

§ 2 - Pour l'application des présentes dispositions, le bien immobilier est défini par son affectation urbanistique.

§ 3 - En cas de contestation quant au nombre d'emplacements de parage existants, notamment en cas d'absence de marquage au sol, le calcul se fera en divisant la surface affectée au stationnement renseignée au cadastre et/ou au permis d'urbanisme et/ou au permis d'environnement et/ou au permis mixte par une surface forfaitaire de 13 m² (surface d'un emplacement).

Article 3

Les taux de la taxe pour l'exercice 2018 sont fixés à :

- 109,68€ par emplacement pour les surfaces de parking desservant des bureaux et/ou aux équipements d'intérêt collectif ou de service public [taux 1];
- 143,40€ par emplacement pour les surfaces de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou de production de services matériels ou de biens immatériels [taux 2];
- 60,48€ par emplacement pour l'exploitation commerciale d'emplacements de parage [taux 3].

Ces taux seront majorés au 1er janvier de l'année suivante au taux de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022
[Taux 1]	112,42 €	115,23 €	118,11 €	121,06 €
[Taux 2]	147,09 €	150,76 €	154,53 €	158,40 €
[Taux 3]	61,99 €	63,54 €	65,12 €	66,75 €

Une réduction de 100 % du taux 1 et 2 est accordée aux établissements qui s'engagent dans le processus de mise à disposition d'emplacements de parage (d'au moins 10 heures consécutives) au bénéfice des riverains en dehors des heures d'ouverture normales de leur établissement.

Cette réduction porte exclusivement sur le nombre d'emplacements mis à disposition et est accordée entièrement par exercice quel que soit le mois au cours duquel la mise à disposition est réalisée.

Lorsque dans un même bien, sont rassemblés aussi d'autres emplacements de parage que ceux mis à disposition des riverains, il y a lieu de distinguer les uns des autres au moyen d'une signalisation appropriée. A défaut de signalisation, les emplacements de parage mis à disposition des riverains ne seront pas considérés comme tels.

Chaque engagement en vue d'une réduction de la taxe doit être soumis pour approbation au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 4

La taxe est due par le propriétaire des emplacements de parage visés à l'article premier. En cas

d'emphytéose ou de superficie, la taxe est due solidairement par le tréfoncier et respectivement, par l'emphytéote et le superficiaire. En cas d'usufruit, la taxe est due solidairement par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

En cas de copropriété, la taxe est due pour la totalité de la surface de parking, que l'ensemble des copropriétaires détiennent ; elle n'est, néanmoins, exigée qu'à concurrence de la part individuelle de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 5

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date de début ou de fin de l'affectation visée à l'article premier.

Article 6

Ne seront pas soumises au présent règlement, les surfaces de parking :

1. de moins de 10 emplacements ;
2. servant aux cliniques, aux polycliniques et œuvres de bienfaisance, à l'exception des surfaces de parking utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales ;
3. qui sont utilisé comme stockage de véhicules non immatriculés pour autant que ceci est spécifié au permis d'urbanisme et/ou au permis d'environnement et/ou au permis mixte ;
4. qui sont utilisé par l'occupant lui même pour stationner ses véhicules utilitaires en dehors des heures normales d'ouverture.

Article 7

§1^{er}- Pour un exercice d'imposition donné, le contribuable est tenu de remettre à l'Administration communale une déclaration.

§2 - Toutefois, l'administration communale peut dispenser un contribuable de l'obligation de déclaration et lui envoyer une proposition de déclaration. Cette proposition mentionne la base imposable ainsi que tous les renseignements et données qui ont été pris en considération.

§3 - Si, dans la proposition de déclaration figurent des inexactitudes ou des omissions, ou si les données pré imprimées ne correspondent pas à la base imposable au 1er janvier de l'année d'imposition, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée. C'est au contribuable de prouver qu'il / elle a déposé dans les délais la proposition de déclaration (corrigée ou complétée).

Si la proposition de déclaration ne contient pas d'inexactitudes ou d'omissions et que les données imprimées correspondent au statut fiscal au 1er janvier de l'année d'imposition, le contribuable ne doit pas retourner la proposition de déclaration.

§4 - La proposition de déclaration, complétée par les éléments que le contribuable a signalé dans le délai visé au §3, vaut déclaration.

Toutefois, lorsque le contribuable n'a pas respecté l'obligation visée au §3, alinéa 1^{er}, la proposition de déclaration est assimilée à une déclaration inexacte ou incomplète.

§5 - Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration ou de proposition de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§6 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 10 à 12 du présent règlement.

Article 9

L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due. Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 10

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 13

§1^{er}- Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 14

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 16 décembre 2015.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 29 novembre 2017.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 29 november 2017

Voorwerp nr 16 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wvd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; H. Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, H. EL MASLOUHI Ahmed, Gemeenteraadsleden; Mevr. EL KHATTABI Fatiha, Gemeenteraadslid; H. ABSLIMOU OUADRASSI Youssef, Gemeenteraadslid; HH. Arnaud Verstraete, Abdelkrim Ayad, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Jean-Pierre Van Gorp, Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Lorraine de Fierlant, H. Eric Platteau, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Michel De Herde, Schepen; H. Emin Ozkara, Mevr. Sophie Querton, Debora Lorenzino, H. EL MASLOUHI Ahmed, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belasting op de parkeerplaatsen - Dienstjaren 2018 tot 2022 - Hernieuwing en Wijziging - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 5 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende zijn raadsbesluit van 16 december 2015, houdende stemming van het reglement betreffende de belasting op parkeerplaatsen, voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2020;

Gelet het Ontwerp Gemeentelijk Parkeer Actieplan gestemd door de gemeenteraad van 23 september 2015;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in

overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, waarin staat dat: "De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar 1988, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen";

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende het feit dat de materie beoogd in dit belastingreglement in zijn onmiddellijke omgeving een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies in de netheid en de openbare veiligheid door de gemeentelijke diensten vraagt;

Overwegende dat de belasting op parkeerplaatsen ook relevant is voor het type van belastingplichtigen, namelijk de eigenaars van gebouwen met parkeerplaatsen van meer dan 10 plaatsen dienen voor kantoorgebouwen of een commerciële, industriële of ambachtelijke activiteit of uitbating, die een patrimonium van een zekere omvang hebben en voor dewelke de genoemde parkings een zekere verrijking creëren;

Overwegende dat de inning van deze belasting aan het voorgestelde tarief rekening houdt met de mogelijkheid om te betalen door de belastingplichtige; de tarieven zullen geen significante invloed op hun activiteiten hebben omdat de meeste gemeentelijke belastingen als operationele kost wordt afgetrokken;

Overwegende de noodzaak om het partnerschap tussen de Gemeente en privé-ondernemingen te bevorderen zodat het gebruik van parkeerplaatsen tijdens de sluitingsuren van de instellingen wordt vergemakkelijkt zodat er verholpen kan worden aan de parkeerproblemen in bepaalde Schaarbeekse wijken waar de parkeerdruk, met name 's nachts, groot is;

Gezien de noodzaak om maatregelen te nemen om het delen van deze parkeerlocaties aantrekkelijker te

maken, door de belastingvermindering van 75% tot 100% te brengen, ter compensatie van de financieringen noodzakelijk voor deze investeringen;

Overwegende het feit dat de parkeerterreinen met minder dan tien plaatsen worden vrijgesteld gerechtvaardigd is omdat de fiscale capaciteit dan de belastingschuldige hierdoor ook minder is;

Overwegende dat de vrijstelling is vastgesteld voor het gebruik van de parkeerplaatsen die worden gebruikt voor ziekenhuizen, klinieken, polyklinieken en liefdadigheidswerken, die niet voor activiteiten worden gebruikt lucratief of commercieel, wordt gerechtvaardigd door het feit dat de uitoefening op het grondgebied van de gemeente van deze activiteiten aldus rechtstreeks en gunstig heeft gericht op het leven van zijn inwoners; dat het derhalve gerechtvaardigd is dat de gemeentelijke autoriteiten door deze vrijstelling deze activiteiten steunen;

Overwegende de parkeerplaatsen die dienen als opslag voor niet- ingeschreven voertuigen die onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning en / of een milieuvergunning of die door de bezetter gebruikt worden om zijn eigen bedrijfsvoertuigen te parkeren buiten de normale openingstijden en die dus niet omvormbaar zijn en dat zij derhalve niet belast kunnen worden in het licht van het nagestreefde lokale beleid;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Gelet bovendien, op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 september en 7 november 2017 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2018 tot en met 2022 een jaarlijkse gemeentebelasting gevestigd op parkeerplaatsen.

Worden bedoeld:

1. parkeerplaatsen bestemd voor kantoren en/of voor de voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten;
2. parkeerplaatsen verbonden aan handels-, industriële, ambachtelijke activiteiten of vervaardiging van materiële diensten of immateriële goederen;
3. parkeerplaatsen uitgebaat voor commerciële doeleinden.

Artikel 2

§ 1 - Voor de toepassing van de huidige beschikkingen moet men onder een parkeerplaats verstaan: een afgebakende oppervlakte die bestemd is voor het plaatsen van een gemotoriseerd voertuig in een open of gesloten ruimte, op of in een onroerend goed, gratis of betalend ter beschikking gesteld aan iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon en bestemd voor het onthaal van hetzij personen die er werken ongeacht hun statuut, hetzij klanten, hetzij leveranciers, hetzij bezoekers.

§ 2 - Voor de toepassing van de huidige beschikkingen wordt het onroerend goed gedefinieerd aan de hand van zijn kadastrale referentie.

§ 3 - Bij betwisting van het aantal bestaande parkings, in het bijzonder bij het ontbreken van een markering op de grond, zal de berekening van het aantal parkeerplaatsen gebeuren door de oppervlakte bestemd voor het stationeren vermeld bij het kadaster en/of in de stedenbouwkundige vergunning en/of in de milieuvergunning en/of de gemengde vergunning te delen door een forfaitaire oppervlakte van 13 m² (oppervlakte van een plaats).

Artikel 3

De belastingvoet wordt voor het dienstjaar 2018 vastgesteld als volgt:

- 109,68€ per parkeerplaats bestemd voor kantoren en/of voor de voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten [aanslagvoet 1];
- 143,50€ per parkeerplaats commercieel uitgebaat of voor parkeerruimten verbonden aan handels-, industriële, ambachtelijke activiteiten of vervaardiging van materiële diensten of immateriële goederen [aanslagvoet 2];
- 60,48€ per commercieel uitgebate parkeerplaats [aanslagvoet 3];

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2,5%, volgens onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2019	Dienstjaar 2020	Dienstjaar 2021	Dienstjaar 2022
[Voet 1]	112,42 €	115,23 €	118,11 €	121,06 €
[Voet 2]	147,09 €	150,76 €	154,53 €	158,40 €
[Voet 3]	61,99 €	63,54 €	65,12 €	66,75 €

Een vermindering met 100%, op de aanslagvoet 1 en 2, wordt toegestaan aan de belastingplichtigen die zich engageren tot het project van het beschikbaar stellen van parkeerplaatsen (minstens 10 opeenvolgende uren) ten behoeve van de buurtbewoners, buiten de normale openingstijden van hun instelling.

Deze vermindering heeft uitsluitend betrekking op het aantal beschikbare parkeerplaatsen en wordt in zijn geheel toegestaan voor het dienstjaar ongeacht de maand waarin de ter beschikkingstelling wordt gerealiseerd.

Wanneer er in één en hetzelfde goed niet alle parkeerplaatsen ter beschikking worden gesteld, is het aangewezen deze door een aangepaste signalisatie van elkaar te onderscheiden. Bij gebrek aan

signalisatie worden alle parkeerplaatsen geacht als niet ter beschikking te zijn gesteld
Ieder engagement met betrekking tot de vermindering van de belasting dient ter goedkeuring worden
voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de parkeerplaatsen bedoeld in artikel 1, behoren. Bij
erfpacht of opstal is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de opstalgever en respectievelijk door de
erfpachter en de opstalhouder. Bij vruchtgebruik is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de blote
eigenaar en de vruchtgebruiker.

In geval van mede-eigendom, is de belasting verschuldigd voor de totaliteit van de parkeerplaatsen, dat
behoort aan het geheel van mede-eigenaars; echter wordt de belasting geëist volgens ieders individuele
aandeel in deze mede-eigendom.

Artikel 5

De belasting is voor het ganse jaar verschuldigd welke ook de datum van aanvang of de datum van
stopzetting van de bovenvermelde bestemming in artikel één wezen.

Artikel 6

Worden niet aan bijgaand reglement onderworpen, de parkeerruimten:

1. minder dan 10 parkeerplaatsen;
2. welke ten dienste staan van de hospitalen, de klinieken, de poliklinieken en liefdadigheidswerken
met uitzondering van de parkeerplaatsen gebruikt in het kader van winstgevende of
handelspraktijken;
3. welke gebruikt worden als stockage van niet-ingeschreven voertuigen in zoverre dit vermeld is in
de stedenbouwkundige vergunning en/of in de milieuvergunning en/of de gemengde vergunning;
4. welke gebruikt worden buiten de normale openingstijden, voor het stallen van de
bedrijfsvoertuigen van de gebruiker.

Artikel 7

§1 - Voor een welbepaald aanslagjaar, is de belastingplichtige ertoe gehouden aangifte te doen bij het
Gemeentebestuur.

§2 - Echter, het Gemeentebestuur kan een belastingplichtige vrijstellen van de verplichting tot aangifte en
hem een voorstel van aangifte toesturen. Dit voorstel vermeldt de belastbare grondslag alsook alle
informatie en gegevens die in aanmerking zijn genomen.

§3 - Indien op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld of indien de
voorgedrukte gegevens niet overeenstemmen met de belastbare toestand op 1 januari van het
aanslagjaar, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na
verzending, gedag- en ondertekend indienen bij het gemeentebestuur, met een duidelijke en volledige
vermelding en opgave op het voorstel van aangifte van de correcte gegevens en/of alle verbeteringen of
aanvullingen. Het is de belastingplichtige die dient te bewijzen dat hij/zij het (verbeterd of vervolledigd)
voorstel van aangifte tijdig indiende.

Indien het voorstel van aangifte evenwel geen onjuistheden of onvolledigheden bevat en alle
voorgedrukte gegevens stroken met de belastbare toestand op 1 januari van het aanslagjaar, moet de
belastingplichtige het voorstel van aangifte niet indienen bij het gemeentebestuur.

§4 - Het voorstel van aangifte, aangevuld met elementen door de belastingplichtige binnen de periode
bedoeld in §3, geldt als aangifte.

Echter, wanneer de belastingplichtige niet heeft voldaan aan de in §3, 1^{ste} alinea beoogde verplichting,
wordt de voorgestelde aangifte beschouwd als een onjuiste of onvolledige verklaring.

§5 - De belastingplichtigen die geen aangifteformulier of voorstel van aangifte ontvangen hebben, worden
verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en
ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende dienstjaar.

§6 - De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw
aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de
gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van
deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en herroept
uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 8

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken
voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden
gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de
fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd
van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels
10 tot 12 van dit reglement.

Artikel 9

Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of
onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op
basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden
verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend
schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure,

de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen.

Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 10

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 11

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 12

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 13

§1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 14

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2018 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 16 december 2015.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 29 november 2017.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter